



Date de dépôt : 8 mai 2026

Rapport

de la commission de l'économie chargée d'étudier la proposition de motion de Skender Salihi, Ana Roch, Jean-Marie Voumard, Christian Steiner, Stéphane Fontaine, Christian Flury, François Baertschi, Arber Jahija : Renforcer la priorité à l'emploi local et introduire des contingents cantonaux pour les frontaliers

Rapport de majorité de Romain de Sainte Marie (page 3)

Rapport de minorité de François Baertschi (page 15)

Proposition de motion

(3091-A)

Renforcer la priorité à l'emploi local et introduire des contingents cantonaux pour les frontaliers

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- l'article 121a de la Constitution fédérale suisse, qui prévoit une gestion autonome de l'immigration et l'introduction de plafonds et de contingents pour l'immigration étrangère ;
- que la directive actuelle visant à privilégier l'emploi local dans les recrutements nécessite des contrôles renforcés pour garantir son application ;
- l'impact des travailleurs frontaliers sur le marché de l'emploi, notamment sur les salaires, les conditions de travail et l'accès à l'emploi pour les résidents genevois ;
- que certains secteurs économiques cantonaux ne rencontrent pas de pénurie de main-d'œuvre et pourraient limiter l'accès aux travailleurs frontaliers, afin de protéger les travailleurs résidents ;
- l'importance d'assurer un équilibre entre les besoins économiques cantonaux et les pressions sociales et économiques locales,

invite le Conseil d'Etat

- à renforcer les contrôles et le suivi de l'application des directives cantonales et fédérales visant à privilégier l'emploi local avant de délivrer des permis de travail pour les frontaliers ;
- à exiger de l'office cantonal de la population et des migrations (OCPM) qu'il publie régulièrement des rapports statistiques détaillés sur les permis frontaliers délivrés, ventilés par secteur économique et impact sur le marché de l'emploi ;
- à étudier l'introduction de contingents cantonaux pour les frontaliers dans les différents secteurs.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Romain de Sainte Marie

La commission de l'économie a procédé à l'étude du projet de motion M 3091 lors de deux séances de commission. Le présent rapport relate les débats en commission.

Audition du premier signataire : M. Skender Salihi

M. Salihi explique que cette motion est déposée car Genève fait face à une pression importante sur son marché du travail. Dans certains secteurs, des résidents peinent à trouver un emploi, alors même que des permis frontaliers continuent d'être délivrés sans qu'une pénurie soit établie. Il précise que l'objectif de cette motion n'est pas de stigmatiser qui que ce soit, mais de garantir une équité et une transparence dans la gestion du marché de l'emploi, en particulier dans certains secteurs.

Il indique que le texte propose trois actions concrètes. La première consiste à renforcer les contrôles concernant la priorité donnée à la main-d'œuvre résidente. La seconde vise à obtenir une publication régulière de données précises sur les permis frontaliers. La troisième demande d'étudier la faisabilité de contingents sectoriels lorsque le marché local est jugé suffisant. Il souligne que la motion demande une analyse fondée sur les outils juridiques existants et sur une réalité sociale tangible. Selon lui, cette motion valorise la main-d'œuvre locale et préserve l'attractivité de Genève, tout en s'inscrivant dans une démarche responsable et constructive. Il conclut en demandant que l'article 121 de la Constitution fédérale puisse être appliqué.

Un député (S) demande s'il est possible de mettre en place des contingents de permis G pour des Etats membres des accords bilatéraux.

M. Salihi indique que la motion demande une étude permettant de clarifier la marge de manœuvre existante. Il affirme que le droit européen a repris des éléments du droit suisse et qu'il serait possible de trouver un compromis permettant de plafonner les contingents d'étrangers.

Le même député (S) rappelle que, dans le cadre des accords bilatéraux, les permis G ne sont pas contingentés. Il précise que seules les personnes provenant de pays extracommunautaires peuvent être soumises à des contingents.

M. Salihi répond que l'article 121 de la Constitution fédérale mentionne les étrangers, parmi lesquels sont considérés les frontaliers.

Un député (PLR) relève que, lorsque les contingents sont évoqués, il n'est pas uniquement question de contingents cantonaux. Il indique que ceux-ci peuvent également être fixés par secteur, notamment dans des domaines où le taux de chômage est particulièrement élevé dans le canton. Il admet ne plus se souvenir précisément des contraintes légales et il demande si M. Salihi les connaît et peut les rappeler à la commission.

M. Salihi répond qu'il ne les connaît pas en détail. Il ajoute toutefois que, par exemple, dans les secteurs du bâtiment ou de la restauration, un recours important à une main-d'œuvre étrangère, notamment titulaire de permis G, est observé alors que la main-d'œuvre genevoise pourrait répondre à la demande.

Un député (MCG) estime qu'il existe une ambiguïté juridique entre la volonté exprimée par le peuple et les accords de libre circulation. Il rappelle toutefois que le droit européen doit être repris par le droit suisse pour conserver sa pertinence. Il considère qu'il semble possible d'introduire des contingents et qu'une intervention au niveau cantonal pourrait être envisagée. Il demande à M. Salihi comment il envisage concrètement ces contingents.

M. Salihi répond que ceux-ci concerneraient plusieurs secteurs. Il précise que la motion demande avant tout de clarifier les marges de manœuvre afin d'identifier des pistes compatibles avec le droit supérieur.

Un député (PLR) observe que, si l'article 121 de la Constitution fédérale est cité, l'article 121a traite spécifiquement de la gestion de l'immigration. Il souligne que l'article 121 confère à la Confédération la compétence en matière d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers ainsi que pour l'octroi de l'asile. Il voit là une difficulté majeure, estimant que seule la Confédération est compétente pour agir. Il se dit favorable à une préférence cantonale ou nationale, mais rappelle que, dans la pratique, de nombreuses limitations existent. Il cite l'exemple des infirmiers frontaliers, dont il serait difficile de se passer. Il conclut que, malgré la volonté de favoriser la main-d'œuvre locale, les compétences relèvent du droit fédéral.

M. Salihi réaffirme que, selon lui et sur la base de l'article 121a de la Constitution fédérale, il serait possible de légiférer. Il reconnaît que certains secteurs manquent de main-d'œuvre, mais ajoute que, en tant que fils de restaurateur et d'entrepreneur, il constate que des permis G sont délivrés à des citoyens français qui créent des raisons individuelles à Genève. Selon lui, ces personnes ne cherchent pas un emploi, mais un gain financier, ce qui le dérange. Il estime que ce type de situation pourrait être plafonné.

Un député (PLR) estime que la situation est complexe. Il rappelle que la libre circulation des personnes a apporté de nombreux bénéfices depuis le début des années 2000. Il souligne que les plafonds ne sont pas fixés par les cantons, mais par la Confédération.

M. Salihi répond que cela se fait en collaboration avec les cantons.

Un député (PLR) indique qu'il ne voit nulle part que la compétence appartiendrait aux cantons. Il admet que ceux-ci sont consultés, ce qui lui paraît légitime, mais réaffirme qu'il s'agit d'une prérogative fédérale.

Un député (S) précise que la différence en matière de contingents concerne les permis G délivrés à des ressortissants hors Union européenne. Pour les titulaires de permis G européens, aucun contingent n'est prévu.

Un député (PLR) demande à M. Salihi quel plafond ou contingent annuel il proposerait.

M. Salihi répond que ce n'est pas à lui de le déterminer et déclare que, si cela dépendait uniquement de lui, il le fixerait au niveau le plus bas possible.

Un député (S) indique que, selon la législation en vigueur, il ne pense pas qu'il soit possible, au niveau cantonal, de modifier le régime applicable aux contingents pour les permis G européens, puisqu'aucun contingent n'existe pour ces derniers. Il demande à M. Salihi si, à ses yeux, la réglementation actuelle est suffisante ou insuffisante.

M. Salihi répond qu'il la juge insuffisante.

Un député (Ve) s'informe au sujet de la deuxième invite de la motion, portant sur les statistiques par secteur économique. Il demande si, à la connaissance de M. Salihi, de telles statistiques existent.

M. Salihi répond que ces données doivent exister, mais qu'il souhaite qu'elles soient mises à jour de manière régulière.

Un député (Ve) lui demande si ces statistiques sont donc produites, mais pas avec une fréquence suffisante.

M. Salihi estime qu'une mise à jour trimestrielle serait adéquate.

Une députée (S) intervient pour indiquer que ces mises à jour ont déjà lieu tous les trois mois.

Audition de M^{me} Delphine Bachmann, conseillère d'Etat, DEE, et de M. Fabrice Schoch, directeur de la direction employeurs, OCE

Concernant la motion, M^{me} Bachmann précise que son département, s'agissant de l'OCIRT, délivre des permis pour les personnes extra-Union européenne par le biais de la commission tripartite pour l'économie. Elle

indique que cet aspect ne relève donc pas de la problématique soulevée par la motion. Elle souligne que le point principal concerne l'emploi frontalier et elle propose, à ce titre, l'audition de l'OCPM pour les éléments relevant de sa compétence. Elle rappelle par ailleurs que l'introduction de contingents pour les frontaliers est contraire au principe de la libre circulation des personnes au niveau fédéral.

S'agissant de la première invite visant à favoriser, par une directive cantonale, l'emploi de la main-d'œuvre locale, M^{me} Bachmann indique qu'elle cède la parole à M. Schoch. Elle invite également la commission à prendre connaissance du rapport de la Cour des comptes, lequel analyse le dispositif mis en place par l'OCE et démontre qu'il est efficace et effectivement mis en œuvre. Elle rappelle qu'à l'époque une charte a été élaborée en partenariat avec la FER afin de sensibiliser les employeurs à l'engagement de personnel local. Elle souligne que cette charte constitue un encouragement à destination des entreprises, sans caractère contraignant, celles-ci demeurant libres dans leurs choix d'engagement.

M. Schoch distingue la directive fédérale relative à l'obligation d'annonce des emplois vacants. Il rappelle que cette directive impose aux entreprises, pour les postes relevant de professions dont le taux de chômage en Suisse dépasse 5%, d'annoncer les postes vacants auprès des ORP. Cette obligation est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2018. Elle permet de disposer d'une visibilité sur les professions concernées, le taux de chômage étant calculé du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année précédente. Pour l'année 2026, 134 professions sont concernées par cette obligation d'annonce, dont la liste est mise à disposition et varie en fonction de l'évolution du taux de chômage.

M. Schoch précise que l'office cantonal de l'emploi à Genève est chargé du contrôle du respect de cette obligation. Environ 700 contrôles sont effectués chaque année, portant sur près de 15 000 postes traités annuellement dans le canton. Les contrôles sont réalisés de manière aléatoire et consistent à vérifier si les entreprises ont effectivement procédé à l'annonce des postes. En cas de non-annonce, un courrier est adressé à l'employeur. Lorsque celui-ci indique ne pas avoir eu connaissance de l'obligation ou avoir omis l'annonce, le dossier est transmis à la direction juridique pour instruction. Lors d'un premier manquement, une ordonnance de classement est rendue, constituant un avertissement. En cas de récidive, une amende comprise entre 500 et 40 000 francs peut être prononcée. L'année précédente, 740 contrôles ont été réalisés et 38 cas avérés ont été transmis à la direction juridique. M. Schoch relève que cette obligation d'annonce est désormais bien connue, le nombre de cas d'omission d'annonce étant en diminution, avec 50 cas en 2023, 48 en 2024

et 38 l'année dernière. Il rappelle que ce dispositif est entièrement pris en charge par l'office cantonal de l'emploi à Genève.

M. Schoch aborde ensuite les directives transversales imposant aux institutions de droit public, aux entités subventionnées ainsi qu'à l'Etat de Genève d'annoncer leurs postes vacants à l'OCE. Il indique que l'OCE dispose d'un délai de dix jours pour traiter ces annonces avant leur publication externe. Il invite la commission à prendre connaissance de l'audit réalisé par la Cour des comptes à ce sujet. Il souligne que ces deux directives démontrent l'efficacité des assignations effectuées par l'OCE, les personnes assignées ayant 2,5 fois plus de chances d'être engagées par l'Etat. Sur les 1400 postes ouverts l'année dernière, environ 800 ont été attribués à des personnes inscrites au chômage.

M. Schoch présente enfin le label « 1+ pour tous », initié afin de promouvoir les entreprises engageant des personnes inscrites au chômage. Ce label existe depuis de nombreuses années et a été relié, après la période du covid, à la charte des entreprises partenaires mise en place avec la FER, lancée le 20 février 2020 et ayant pris son essor avec la reprise de l'économie. Il indique qu'entre 400 et 500 entreprises ont aujourd'hui signé cette charte. Celle-ci constitue une déclaration d'intention visant à collaborer avec les services de l'OCE et n'a pas de caractère coercitif. Les entreprises signataires s'engagent à travailler avec l'OCE, lequel met en place des collaborations spécifiques, notamment par la mise à disposition de personnes de la direction employeurs pour accompagner les services recruteurs. Le label constitue quant à lui une reconnaissance accordée aux entreprises qui engagent effectivement des personnes inscrites à l'OCE. M. Schoch précise que certaines entreprises, sans avoir signé la charte, engagent néanmoins des personnes issues du chômage. Il conclut que la charte existe, qu'elle est utile, mais que toutes les entreprises ne sont pas nécessairement disposées à la signer.

M^{me} Bachmann indique que le fait de signer la charte ou d'obtenir le label ne signifie pas que les entreprises qui n'y adhèrent pas ne collaborent pas avec les services de l'Etat. Elle précise que plusieurs grandes entreprises coopèrent étroitement avec l'administration dans le cadre de programmes de réinsertion, notamment Swissport.

Elle souligne qu'un nombre croissant de personnes perdent aujourd'hui leur emploi et rencontrent des difficultés à se réinsérer dans la continuité de leur parcours professionnel. Dans ce contexte, les actions s'orientent de plus en plus vers la reconversion, les personnes étant amenées à accepter des emplois qui ne correspondent pas nécessairement à leur champ de compétences initial. Le programme mené avec Swissport vise à fournir des compétences de base que les participants peuvent ensuite valoriser sur le marché du travail. Elle

relève que plus de 150 candidatures ont été déposées pour une quinzaine de places disponibles.

M^{me} Bachmann mentionne également que de grandes entreprises confrontées à des besoins chroniques de main-d'œuvre sollicitent les services de l'Etat afin de construire conjointement des programmes de formation permettant une réinsertion durable des personnes. Elle précise que ces démarches représentent un coût pour les entreprises, lesquelles acceptent d'investir du temps dans la formation interne des personnes recrutées. Un travail est par ailleurs mené sur l'identification des compétences requises dans le secteur de la santé afin de déterminer les niveaux attendus pour la formation des personnes issues du chômage, en veillant à ce que ces niveaux correspondent effectivement aux besoins des employeurs.

Elle rappelle qu'une personne inscrite au chômage n'a pas l'obligation d'accepter un poste, l'objectif initial de la LACI étant de replacer les personnes dans le secteur où elles ont perdu leur emploi. Elle souligne qu'au niveau du canton de Genève, les autorités se montrent proactives en matière de contrôle. Elle relève toutefois que des améliorations sont possibles en raison d'un manque de données disponibles, celles-ci dépendant d'une base de données fédérale dont la structure est définie au niveau fédéral, ce qui limite la marge de manœuvre cantonale.

M^{me} Bachmann conclut qu'au regard du cadre fédéral et cantonal, les outils existent et sont mis en œuvre. Elle reconnaît que des améliorations sont toujours possibles, mais estime que la situation évolue dans le bon sens. Elle ajoute que les études statistiques réalisées démontrent que le personnel frontalier, qu'il soit de nationalité étrangère ou suisse, est particulièrement actif dans les secteurs en pénurie, notamment la santé, le social, l'hôtellerie et la restauration.

Un député (S) remercie les intervenants de leur présentation et relève que plus de 130 professions présentent un taux de chômage supérieur à 5%. Il demande s'il s'agit bien de professions et non de domaines ou de secteurs.

M. Schoch indique que la liste des professions concernées est publiée sur le site du SECO. Il précise qu'il est possible de rechercher une profession spécifique afin de vérifier si elle est soumise à l'obligation d'annonce.

M^{me} Bachmann précise que la classification est déjà très détaillée au niveau des secteurs. Elle cite notamment les fonctions de chef de service de la restauration, d'auxiliaire de restauration, de constructeur en béton armé ou encore d'opérateur en horlogerie.

Le même député (S) relève que, en moyenne, aucun canton ne dépasse un taux de chômage de 5%, alors que certaines professions oui. Il estime qu'il

serait pertinent pour la commission de disposer de cette liste et suggère qu'elle soit transmise deux fois par année, afin de mieux identifier les domaines en difficulté et d'éclairer les travaux de la commission.

M^{me} Bachmann précise que cette liste est établie une fois par année et indique qu'elle peut être transmise à la commission.

Le député (S) interroge ensuite les intervenants sur le label et demande si celui-ci offre, au-delà de l'aspect de labellisation et de communication, d'autres avantages.

M^{me} Bachmann répond qu'il n'existe pas d'avantage supplémentaire lié au label. Elle rappelle qu'environ 500 entreprises ont signé la charte de collaboration. Elle indique que certaines entreprises apprécient néanmoins le label, celui-ci mettant en valeur leur responsabilité sociale et leur offrant un outil de communication auprès de leur clientèle, en soulignant leur engagement en faveur de l'emploi des personnes issues du chômage.

Le même député (S) demande enfin si la dernière invite de la motion est contraire au droit supérieur.

M^{me} Bachmann répond par l'affirmative et indique que l'OCPM pourra le confirmer, précisant qu'il ne fait aucun doute que cette invite n'est pas conforme au droit supérieur.

Un député (UDC) remercie les intervenants de leur présentation et s'interroge sur le seuil de 5% déclenchant l'obligation d'annonce des postes vacants, en demandant pour quelle raison ce pourcentage a été retenu.

M^{me} Bachmann répond que ce seuil relève du cadre fédéral, est inscrit dans la base légale et s'applique à l'ensemble de la Suisse. Elle précise qu'il est fixé dans la LACI.

M. Schoch complète en indiquant qu'au moment de l'entrée en vigueur du dispositif, le 1^{er} juillet 2018, le seuil était fixé à 8%, avant d'être abaissé à 5% au 1^{er} janvier 2020.

M^{me} Bachmann ajoute que l'objectif de ce seuil est de concentrer les efforts sur les professions les plus touchées par le chômage. Elle souligne qu'une obligation d'annonce pour l'ensemble des postes serait extrêmement complexe à mettre en œuvre et probablement disproportionnée au regard des ressources nécessaires, notamment en matière de contrôles.

Un député (MCG) remercie les intervenants de leurs explications. Il relève une ambiguïté avec la législation sur l'immigration de masse, laquelle prévoit des contingents, et estime que l'exclusion rapide n'est pas judicieuse et que cette option mérite un examen plus approfondi. Il s'intéresse également à l'application de la directive au sein des EPA. Se référant au rapport de la Cour

des comptes, il relève que cette application semble plus difficile en raison de la rareté de certaines professions, notamment dans le domaine de la santé. Il estime qu'il subsiste une zone d'ombre qui mériterait d'être approfondie et s'interroge sur la possibilité d'aller plus loin dans l'application de la directive au sein des EPA.

M^{me} Bachmann répond que l'ensemble des EPA est sensibilisé à ces questions. Elle indique que la directive produit des effets et que des contacts directs sont entretenus avec les responsables des ressources humaines ainsi qu'avec les directions des EPA. Elle cite, à titre d'exemple, les TPG.

M. Schoch précise que près de 50 % des personnes engagées le sont parmi les chômeurs. Il relève qu'il y a eu l'année dernière une forte augmentation du nombre de personnes recrutées comme chauffeurs aux TPG, ces derniers cherchant des professionnels pour atteindre leurs quotas. Il indique qu'une soixantaine de personnes étant déjà chauffeurs ont été engagées, mais que la majorité des nouvelles recrues ne l'étaient pas et ont été formées par les TPG. Il souligne qu'il s'agit d'une collaboration particulière visant à sensibiliser les personnes à une réorientation professionnelle au sein des TPG.

Il ajoute que, dans l'application de la directive, la même approche est adoptée pour le petit Etat et pour le grand Etat. Il existe néanmoins des professions pour lesquelles il n'y a que peu ou pas d'inscrits au chômage et il n'est donc pas possible de proposer des candidatures. Concernant les postes d'infirmiers, bien que ces postes soient annoncés, ils ne peuvent pas être pourvus de manière systématique.

M. Schoch précise qu'il y a 54 EMS dans le canton et que des rencontres sont organisées au moins une fois par an, ainsi que deux fois par an avec des institutions comme les HUG ou les SIG. Il insiste sur l'existence de contacts réguliers. Il note que l'audit de la Cour des comptes s'est concentré sur le petit Etat, mais que cette dernière a également rencontré des établissements publics autonomes tels que les SIG, les TPG ou les HUG.

M^{me} Bachmann ajoute que, s'agissant des TPG, les besoins en chauffeurs étaient immédiats. Elle indique que des actions ciblées sont mises en place pour certains publics, notamment afin d'encourager les femmes à s'engager dans ce type de profession. Elle relève qu'il est nécessaire de faire face à certains biais existants auprès de certaines personnes. Elle conclut en soulignant que les contacts avec les établissements publics autonomes sont largement établis et que ceux-ci se montrent globalement exemplaires en la matière.

Un député (PLR) s'interroge sur la manière dont les démarches sont menées auprès des entreprises lorsque la législation évolue. Il demande comment l'information est transmise et si les entreprises doivent s'informer

par elles-mêmes, tout en s'interrogeant sur l'existence de communications spécifiques avec les organisations faîtières.

M. Schoch rappelle que nul n'est censé ignorer la loi, tout en précisant qu'un travail de communication est effectivement mené. Il indique que l'office cantonal de l'emploi communique par ses propres canaux, notamment via le site internet de l'OCE. Il précise que des contacts sont entretenus avec les organisations faîtières telles que la FER et l'UAPG afin qu'elles relaient également l'information. Il ajoute que la communication passe aussi par la page LinkedIn de l'OCE, qui compte plus de 35 000 abonnés, ainsi que par la Chambre de commerce.

Un député (PLR) demande ensuite quel type d'entreprises est concerné par les 38 cas ayant fait l'objet de sanctions, en s'interrogeant sur leur taille et l'existence d'un profil type.

M. Schoch répond que certaines agences de placement ne sont pas informées de l'obligation. Il précise que les cas concernent principalement de petites entreprises, notamment pour des professions transversales telles que les réceptionnistes ou pour des postes de cadres de direction. Il indique qu'il s'agit majoritairement de PME.

Un député (PLR) s'interroge enfin sur l'existence de secteurs particulièrement concernés, relevant que de nombreuses entreprises ne sont pas rattachées à de grandes organisations faîtières et ne disposent pas nécessairement de ces relais d'information.

M. Schoch indique que les secteurs les plus concernés par l'obligation d'annonce sont le bâtiment, l'hôtellerie et la restauration. Il précise que certaines professions peuvent être ponctuellement soumises à l'obligation en raison d'une hausse du taux de chômage. Il cite en exemple la vente et le commerce de détail, particulièrement touchés après la période du covid, pour lesquels une communication spécifique a été mise en place. Il conclut que les domaines d'activité concernés restent souvent les mêmes, tandis que ce sont les types de professions qui varient.

Un député (C) demande si le label peut constituer un critère pour l'octroi de marchés publics.

M^{me} Bachmann répond que, à sa connaissance, tel n'est pas le cas. Elle précise que l'accord intercantonal sur les marchés publics est régi au niveau intercantonal, ce qui rend difficile l'intégration d'un tel critère. Elle rappelle que le label vise à valoriser les entreprises engagées en faveur de l'emploi des personnes issues du chômage, mais qu'il n'a pas de caractère contraignant. Il ne permet donc pas de garantir qu'une entreprise engage exclusivement des

personnes provenant du chômage. Elle conclut qu'il ne lui semble pas possible d'inclure ce type de critère dans le cadre de l'AIMP.

Débat et prises de position des groupes

Un député (MCG) indique que le groupe MCG soutiendra la motion, qu'il juge intéressante. Il relève d'abord, sur la base du rapport de la Cour des comptes, qu'un élément peut être amélioré : il serait nécessaire de disposer d'un préposé chargé de la gestion et du contrôle de la directive. Il précise que, bien que l'OCE accomplisse son travail, une vision plus proactive permettrait une meilleure application de la directive.

Il mentionne ensuite la question des contingents cantonaux, dont l'impraticabilité, selon lui, n'est pas aussi évidente que ce qui a été indiqué. Il rappelle que la loi fédérale sur l'immigration de masse introduit des éléments encadrés par le niveau fédéral, laissant toutefois une certaine marge de manœuvre au niveau cantonal. C'est pour cette raison que l'audition de l'OCPM avait été demandée.

Le même député (MCG) souligne que la motion est pertinente car elle traite d'une problématique importante : l'augmentation massive du nombre de frontaliers et la nécessité de renforcer la priorité à l'emploi local. Il ajoute que la pression géographique et la situation politique de la France rendent cette question durablement sensible. Pour toutes ces raisons, le groupe MCG soutiendra la motion.

Un député (S) intervient sur l'aspect du cadre législatif. Il rappelle qu'il n'est pas possible de légiférer au niveau cantonal, car le cadre fédéral a instauré un ratio de 5 % par profession et une obligation d'annonce à l'office cantonal de l'emploi, sans introduire de contingents. Il précise que le canton ne peut pas instaurer des contingents, car cela serait contraire au principe de libre circulation des personnes.

Il souligne que les mesures et contrôles présentés visent le respect de ces règles et qu'il est pertinent d'obtenir le listing des professions ayant un taux de chômage supérieur à 5 %. Le député (S) ajoute que, là où le MCG se trompe, c'est que l'objectif à Genève est de lutter contre le chômage et non contre les frontaliers. La deuxième invite de la motion vise à placer des personnes dans les secteurs ou professions connaissant une pénurie. Il conclut que l'idée selon laquelle lutter contre les frontaliers permettrait de diminuer le chômage est erronée, ce qui explique que le groupe socialiste s'oppose à cette motion.

Un député (MCG) réplique en affirmant que le droit fédéral ne prive pas le canton de toute marge de manœuvre. Il estime que le cadre fédéral est incomplet et laisse certaines possibilités d'intervention, citant l'exemple du

Tessin. Il ajoute que la pression sur les salaires peut résulter de mécanismes migratoires, et que les frontaliers constituent, à Genève, un facteur de cette pression.

Un député (PLR) prend la parole pour s'aligner sur l'intervention du député (S). Il souligne que la question essentielle est de savoir si la motion est réellement utile. Selon lui, lutter contre le chômage ne passe pas par la limitation des frontaliers, mais par la création d'emplois et l'adéquation des formations des résidents avec les postes proposés.

Il aborde la première invite de la motion et note que le contrôle déjà mis en place est efficace, comme en témoigne la diminution du nombre d'entreprises sanctionnées. Concernant le deuxième point, il considère que le rapport pourrait être utile pour identifier les secteurs connaissant le plus de chômage et pour s'assurer que les résidents, jeunes et moins jeunes, disposent des formations nécessaires pour occuper ces postes. Il rappelle qu'à Genève, sur 380 000 postes de travail, il y a 240 000 résidents en âge et en capacité de travailler, toutes nationalités confondues. Le problème ne réside donc pas dans la nécessité de recruter à l'extérieur, mais dans le fait que les 240 000 résidents doivent disposer de la formation adéquate pour occuper les 240 000 postes disponibles.

Enfin, ce député (PLR) rappelle que le troisième point de la motion est incompatible avec le droit supérieur : il n'est pas possible d'instaurer un contingent au niveau cantonal. Il conclut en indiquant que le PLR votera contre la motion.

Un député (UDC) indique que le groupe UDC soutiendra la motion, tout en reconnaissant qu'il y a peu d'espoir pour la troisième invite. Il estime toutefois qu'il serait pertinent d'étudier toute marge de manœuvre cantonale qui pourrait exister à ce sujet. Il souligne que la deuxième invite est la plus pertinente, rappelant que, pour les professions dont le taux de chômage dépasse 5 %, il existe une obligation d'annonce prioritaire à l'office cantonal de l'emploi. Il considère que cette information serait utile, car elle permettrait de vérifier si les métiers faisant l'objet de cette annonce prioritaire sont également ceux exercés par des personnes titulaires d'un permis frontalier, ce qui pourrait révéler une incohérence dans le système.

Ce même député (UDC) propose de ventiler les données non pas par secteur économique, mais par secteur de métier, selon les statistiques de l'Office fédéral de l'emploi, afin de pouvoir croiser la liste des professions soumises à l'annonce obligatoire avec les activités effectivement exercées par les détenteurs de permis frontaliers.

Un député (Ve) indique que tout a été dit. Il relève que la première invite de la motion est correctement traitée : l'audition a montré que le suivi est réalisé de manière satisfaisante, voire supérieure à ce que prévoit la loi. Il estime que la deuxième invite pourrait présenter un intérêt, mais précise que les éléments statistiques sont de nature fédérale et que la mesure d'annonce peut être appliquée sur cette base. En revanche, il considère que la dernière invite n'est pas praticable et il annonce que les Verts refuseront cette motion.

Un député (C) ajoute que la lutte contre le chômage est un objectif partagé, mais que la solution proposée par la motion n'est pas appropriée.

Un député (MCG) répond au député (PLR) en critiquant l'argument selon lequel il ne serait pas possible de mobiliser un fonctionnaire supplémentaire sur les 15 000 employés de l'Etat. Il considère cet argument non pertinent, compte tenu de l'organisation des départements et de la ventilation des postes à l'Etat de Genève.

Vote

Le président met aux voix la M 3091 :

| | |
|------------------------|------------------------------------|
| Oui : | 4 (2 UDC, 2 MCG) |
| Non : | 11 (3 S, 2 Ve, 1 LC, 4 PLR, 1 LJS) |
| Abstentions : | — |
| La M 3091 est refusée. | |

Pour toutes ces raisons, la majorité de la commission vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à refuser cette proposition de motion.

Date de dépôt : 23 février 2026

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de François Baertschi

A l'étude de cette motion, une réalité incontestable apparaît. La pression devient de plus en plus forte sur le marché de l'emploi genevois.

La preuve : le taux officiel du chômage dépasse les 5% à Genève. Ce chiffre exclut les personnes en fin de droit et autres demandeurs d'emploi qui échappent aux statistiques. D'anciennes études réalisées sur la méthode dite du BIT démontrent que ce chiffre dépasse largement les 10%.

Trop de travailleurs exclus

Les fragilités apparaissent également sur la base des statistiques de l'aide sociale qui révèlent un accroissement des jeunes et des plus de 50 ans poussés dans la précarité. Par ailleurs, chaque personne qui est à l'écoute de la population genevoise se rend compte que de plus en plus de résidents genevois se retrouvent exclus du marché de l'emploi.

Dans le même temps, le nombre de frontaliers permis G a augmenté de manière exponentielle, dépassant largement les 100 000. Cette pression relève de l'évidence. L'autre évidence c'est que nous sommes tenus par les accords de libre circulation des personnes (ALCP) qui limitent notre action.

Mais cet ALCP est complexe et nous permet de mettre en place des mesures pertinentes pour Genève si elles sont bien formulées et tiennent compte des diverses annexes et jurisprudences.

Des mesures efficaces à développer

La preuve c'est que la directive dite de « préférence cantonale », que le conseiller d'Etat Mauro Poggia (MCG) a mise en place, a donné des effets positifs.

Pour avoir un regard extérieur sur cette mesure, on se fiera à l'audit de la Cour des comptes intitulé « Dispositif d'annonce des places vacantes à l'Etat », dont le communiqué de presse figure en annexe de ce rapport.

Les constatations faites par la Cour vont dans le sens de cette motion. En effet, cette institution *« constate que le processus mis en place augmente les*

chances des demandeurs d'emploi d'être recrutés, malgré certaines faiblesses identifiées dans la mise en œuvre de la directive ».

Si des progrès notables ont été enregistrés, il convient donc d'aller plus loin face à la pression frontalière. D'ailleurs, la Cour des comptes demande que soient comblées certaines faiblesses de l'actuelle directive.

800 postes pourvus à l'Etat

Lors des travaux en commission, le département de l'économie et de l'emploi (DEE) a donné un éclairage intéressant sur *« les directives transversales imposant aux institutions de droit public, aux entités subventionnées ainsi qu'à l'Etat de Genève d'annoncer leurs postes vacants à l'OCE. Il indique que l'OCE dispose d'un délai de dix jours pour traiter ces annonces avant leur publication externe. Il invite la commission à prendre connaissance de l'audit réalisé par la Cour des comptes à ce sujet. Il souligne que ces deux directives démontrent l'efficacité des assignations effectuées par l'OCE, les personnes assignées ayant 2,5 fois plus de chances d'être engagées par l'Etat. Sur les 1400 postes ouverts l'année dernière, environ 800 ont été pourvus par des personnes inscrites au chômage ».*

Mesures incitatives dans le privé

D'autres mesures incitatives engagées, à l'époque de Mauro Poggia, par l'Etat avec les entreprises privées ont été poursuivies par le Conseil d'Etat. Notre minorité engage le département à poursuivre dans cette voie. C'est ainsi qu'en commission le représentant du DEE a présenté **le label « 1+ pour tous »**, *« initié afin de promouvoir les entreprises engageant des personnes inscrites au chômage. Ce label existe depuis de nombreuses années et a été relié, après la période du covid, à la charte des entreprises partenaires mise en place avec la FER, lancée le 20 février 2020 et ayant pris son essor avec la reprise de l'économie. Entre 400 et 500 entreprises ont aujourd'hui signé cette charte. Celle-ci constitue une déclaration d'intention visant à collaborer avec les services de l'OCE et n'a pas de caractère coercitif. Les entreprises signataires s'engagent à travailler avec l'OCE, lequel met en place des collaborations spécifiques, notamment par la mise à disposition de personnes de la direction employeurs pour accompagner les services recruteurs. Le label constitue quant à lui une reconnaissance accordée aux entreprises qui engagent effectivement des personnes inscrites à l'OCE. Certaines entreprises, sans avoir signé la charte, engagent néanmoins des personnes issues du chômage. Il conclut que la charte existe, qu'elle est utile, mais que toutes les entreprises ne sont pas nécessairement disposées à la signer ».*

Renforcer les contrôles et le suivi

Le constat que la situation actuelle doit être améliorée est pleinement partagée par la minorité. C'est en ce sens que la motion fait un certain nombre de propositions qu'il convient d'optimiser.

En particulier, la motion demande un renforcement des contrôles et du suivi de la directive, ce qui va pleinement dans le sens de la Cour des comptes.

C'est aussi ce qui avait été proposé par la motion (M 2894) qui demandait la mise en place d'un préposé à la préférence cantonale et nous déplorons de ne pas avoir été suivis pour de mauvaises raisons.

Chacun en conviendra. Il y a une grande marge d'amélioration à développer.

La seconde invite demande une analyse statistique fine des permis frontaliers selon les secteurs économiques afin de mieux comprendre les faiblesses du marché de l'emploi genevois. Vu l'importance de cette question, il est évident qu'une analyse plus fine est nécessaire.

Contingents : une piste à explorer

La troisième invite demande au Conseil d'Etat d'étudier la possibilité de mettre en place des contingents cantonaux pour les frontaliers dans certains secteurs. Dans leurs considérants, les motionnaires citent en premier *« l'article 121a de la Constitution fédérale suisse, qui prévoit une gestion autonome de l'immigration et l'introduction de plafonds et de contingents pour l'immigration étrangère »*.

La position du Conseil d'Etat présentée en commission, qui se fonde uniquement sur l'ALCP, est insuffisante et trop sommaire. Il convient d'avoir une analyse juridique plus complète.

Pour notre minorité, il est possible d'avoir ces contingents ou il faut nous prouver le contraire, ce qui n'a pas été fait de manière convaincante.

Vu ces éléments, le rejet de la motion peut relever soit de la volonté d'une arrivée massive de frontaliers permis G sur le marché de l'emploi ou à l'Etat de Genève, soit de la mauvaise foi.

Pour toutes ces raisons, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les députés, à envoyer cette motion au Conseil d'Etat pour qu'il en fasse le meilleur usage possible.

En annexe : communiqué de presse de la Cour des comptes sur l'annonce des places vacantes à l'Etat.

Genève, le 18 décembre 2025

*Aux représentant-e-s des médias***Communiqué de presse de la Cour des comptes (2 pages)****DISPOSITIF D'ANNONCE DES PLACES VACANTES À L'ÉTAT**

En 2011, le Conseil d'État décide d'instaurer une procédure de recrutement visant à privilégier les demandeurs d'emploi inscrits à l'office cantonal de l'emploi (OCE) lors de l'ouverture de postes au sein de l'État de Genève. La directive prévoit ainsi que chaque poste vacant doit faire l'objet d'une annonce auprès de l'OCE. Considérant que cette directive présente des enjeux importants pour l'État, notamment en termes de capacité à réinsérer des personnes au chômage, la Cour des comptes a décidé d'effectuer un audit de performance du dispositif. La Cour constate que le processus mis en place augmente les chances des demandeurs d'emploi d'être recrutés, malgré certaines faiblesses identifiées dans la mise en œuvre de la directive. Elle formule des recommandations afin d'améliorer les effets de la directive. Cet audit est librement disponible sur <https://www.cdc-ge.ch>.

Pour faire face à un taux de chômage cantonal supérieur à la moyenne suisse, le Conseil d'État a édicté une directive obligeant l'administration à annoncer les places vacantes à l'OCE afin de favoriser l'embauche des personnes inscrites au chômage. Les modalités d'application de la directive peuvent se résumer ainsi :

- Tout poste vacant au sein de l'État, des institutions de droit public et des entités subventionnées doit préalablement à sa publication faire l'objet d'une annonce auprès de l'OCE ;
- L'OCE « assigne » des candidats, lesquels doivent être reçus par l'entité recruteuse ;
- L'entité recruteuse doit justifier sa décision si elle ne retient aucun des candidats assignés.

Les constats

- Le processus d'assignation augmente les chances d'être recruté au sein de l'administration cantonale ; selon les calculs de la Cour, 4,6% des candidats assignés sont engagés, contre 1,8% des demandeurs d'emploi sans assignation ;
- L'enquête menée auprès des demandeurs d'emploi démontre que ceux-ci considèrent l'assignation dont ils ont bénéficié comme pertinente. Ils regrettent cependant le faible taux de convocation aux entretiens ;
- Le niveau d'adéquation des candidatures assignées au profil des postes mis au concours est jugé insuffisant par les recruteurs. Cela explique en partie pourquoi seul un demandeur d'emploi assigné sur cinq est reçu pour un entretien ;

- La directive ne tient pas compte des différentes réalités sectorielles du marché de l'emploi. Les assignations s'avèrent moins pertinentes dans des domaines d'activités caractérisés par un manque de main-d'œuvre structurel ;
- L'OCE ne dispose pas d'un système d'information performant lui permettant de mieux identifier des candidats répondant au profil du poste ouvert.

Axes d'amélioration proposés

Au vu des constats identifiés et dans un but d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la directive, la Cour a décidé d'adresser quatre recommandations au Département de l'économie, de l'emploi et de l'énergie et à l'OCE.

- Revoir les modalités d'application des directives transversales (celle concernant le Petit État et celle concernant les établissements publics autonomes (EPA) et les entités subventionnées) pour permettre à l'OCE de gagner du temps et d'être plus efficace. Il pourrait s'agir par exemple de revoir les délais d'embargo avant la publication des offres d'emploi ou d'exclure de la procédure les professions qui connaissent une pénurie de main-d'œuvre ;
- Développer les activités de l'OCE qui ont démontré leur efficacité à améliorer la qualité des assignations ;
- Numériser le processus d'annonce des places vacantes et de suivi des assignations ;
- Élaborer des indicateurs de performance et de suivi des activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des directives transversales, afin d'en améliorer le pilotage.

Toutes les recommandations de la Cour ont été acceptées.

Pour toute information complémentaire, prière de prendre contact avec :

Madame Sophie FORSTER CARBONNIER, magistrate

Tél. 022 388 77 90, courriel : sophie.forster-carbonnier@cdc.ge.ch